



**Allocution de Son Excellence Monsieur François-Xavier de Donnea
Facilitateur du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC)**

Malabo, 12 juin 2019.

Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, des Forêts et de l'Environnement, de la Guinée équatoriale, Monsieur NICOLÁS HOUNTONDI AKAPO,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Chers Membres du PFBC,

Mesdames et Messieurs en vos titres, grades et qualités,

C'est un honneur et un plaisir pour moi de pouvoir m'adresser à vous en cette séance inaugurale du dialogue politique organisé aujourd'hui par le PFBC à Malabo.

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Teodoro Obiang Nguema Mbasogo et le gouvernement de la République de Guinée équatoriale d'avoir accepté d'accueillir cette semaine deux importantes réunions du PFBC en ses murs. Ma gratitude va tout particulièrement au Vice-ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, des Forêts et de l'Environnement, son Excellence Monsieur Santiago Francisco Ensonga Esono, qui rehausse cette séance inaugurale de sa présence et dont les services ont aidé mon équipe à relever tous les défis logistiques de nos réunions dans cette belle ville de Malabo. Je les remercie pour leur disponibilité, leur efficacité et leur gentillesse.

La réunion de ce Jour revêt à mes yeux une très grande importance. Elle consistera en un dialogue politique réunissant d'une part des ministres et hauts représentants des Etats membres du PFBC, ainsi que la CEEAC et la COMIFAC et, d'autre part des responsables des principaux Partenaires techniques et financiers des institutions politiques et techniques chargées de la gestion durable des forêts du Bassin du Congo et du développement économique et social de ses populations forestières.

A mes yeux, la principale menace qui pèse sur les Forêts du Bassin du Congo est la pression qu'exercent sur elles des populations pauvres, en forte croissance, qui n'ont souvent d'autres

choix pour survivre que de se lancer dans des exploitations à très courte vue, voir illégales, des forêts dont elles sont les habitants ou les riverains. Ces populations vont croître dans les années à venir, non seulement en raison de leur taux de natalité, mais aussi en raison de l'arrivée inéluctable en Afrique équatoriale de personnes de plus en plus nombreuses en provenance du Sahel. La forte croissance démographique et les changements climatiques qui affectent les pays du Sahel y réduisent en effet d'année en année les pâturages et les terres arables par tête d'habitant. Pour nombre d'entre eux, la tentation est donc de plus en plus forte de « descendre » vers l'Afrique équatoriale et en particulier vers les savanes et les forêts du Bassin du Congo. Ce phénomène se fait déjà sentir en RCA et en RDC notamment. Il y crée déjà des tensions très préoccupantes.

Le développement économique et social des populations forestières ou riveraines des forêts devient donc chaque jour davantage la condition première de leur exploitation durable et donc de leur survie. C'est la raison pour laquelle j'ai pensé qu'il était grand temps d'organiser un dialogue politique de haut niveau sur cette question réunissant les Etats du Bassin du Congo et leurs principaux Partenaires techniques et financiers. Il s'agira de mesurer et d'évaluer les efforts déjà accomplis par les uns et les autres, leurs succès et leurs échecs. Il s'agira d'esquisser une stratégie pour le futur, les priorités qui en découlent et la nature des initiatives à prendre par les gestionnaires des forêts du Bassin du Congo et par leurs Partenaires techniques et financiers.

La journée d'aujourd'hui ne va certainement pas déboucher sur des conclusions exhaustives et définitives. J'espère qu'elle pourra en tout cas identifier et définir clairement les défis à relever et jeter les bases d'un dialogue régulier et fécond en la matière.

Je vous remercie de votre attention.